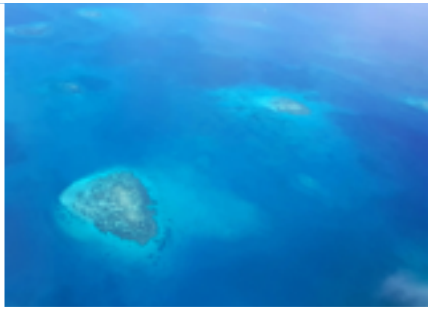
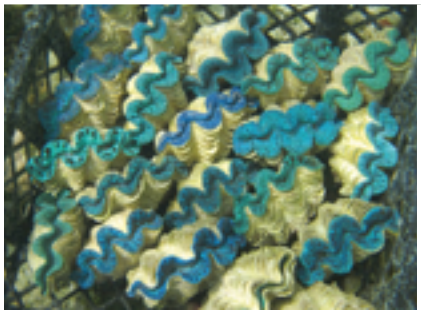


REPORTAGES D'UN MONDE EN CHANGEMENT 2021

Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (UE AMCC+)



www.gcca.eu/fr

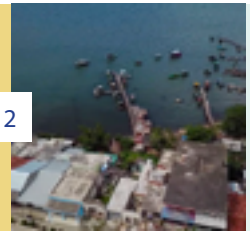
AMCC+
ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

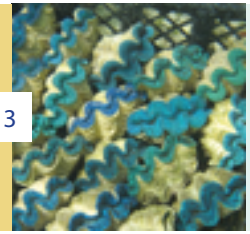
Financé par l'Union européenne

REPORTAGES D'UN MONDE EN CHANGEMENT 2021

TABLE DES MATIÈRES

1 Il est temps de revoir radicalement notre relation avec la nature


2 Resiliencia Costera: Protéger le littoral cubain


3 Iles Cook : reconstituer les bancs de palourdes et renforcer la résilience des communautés vulnerables

4 Le Laos entend ouvrir la voie au tourisme durable de l'aprés-pandémie

5 Des femmes associées à la lutte contre les déchets en Gambie

6 La révolution des énergies nouvelles à Cuba

7 À la recherche d'eau douce au Bangladesh

8 Niger : creuser plus profond pour une eau potable

9 D'anciennes traditions au service de nouvelles solutions au Timor-Oriental

10 Nauru : de l'eau oui, mais « pas de qualité »

11 Des papillons aux abeilles en Tanzanie

12 Des agricultrices retournent sur les bancs de l'école en Ouganda

13 Soudan : se battre pour le futur

14 Le doux parfum de la réussite d'une femme au Guyana

15 L'impact du coronavirus sur le financement de l'action climatique

16 Cultiver des oignons dans le sable à Maurice

www.gcca.eu/fr

AMCC+ ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Financé par l'Union européenne

IL EST TEMPS DE REVOIR RADICALEMENT NOTRE RELATION AVEC LA NATURE

On a aujourd'hui le sentiment qu'il est temps de faire preuve de plus de respect à l'égard de la nature si nous voulons surmonter quelques-unes des plus graves menaces existentielles. L'idée de travailler avec la nature et non contre elle n'est pourtant pas nouvelle : des populations autochtones le font depuis des millénaires.
Mais dans ce contexte, qu'entend-on exactement par « solutions fondées sur la nature » (SFN) ? Les experts eux-mêmes ont parfois du mal à se mettre d'accord sur une définition, voire sur le terme lui-même. Celui-ci recouvre également l'adaptation fondée sur les écosystèmes, les solutions naturelles face au climat, les infrastructures fondées sur la nature ou encore la régénération naturelle assistée (RNA). Mais quel que soit le terme utilisé, on admet de plus en plus que travailler avec la nature – plutôt que contre elle – est aujourd'hui au centre des priorités à l'échelle internationale.

« Les SFN représentent un changement de paradigme, une façon radicalement nouvelle d'envisager la nature et de travailler avec elle, » explique Diego Portugal, co-directeur de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN. « Elles imposent donc une réflexion philosophique sur la relation de l'Homme avec la nature. L'approche SFN implique de travailler côte à côte avec la nature. »
Le fait que cette approche relève à la fois de la philosophie, de la science et de l'économie la rend particulièrement inspirante et interpellante, puisque cela nous donne une chance de revoir notre relation avec la nature mais aussi de réfléchir à notre place sur notre planète.

« Comment régler une fois pour toutes notre relation conflictuelle, proche de l'affrontement, avec la nature ? ». Telle est la question posée par Carlos Manuel Rodriguez, PDG du Fonds pour l'environnement mondial et ancien ministre de l'Environnement du Costa Rica.
« Au cours des deux derniers siècles, les êtres humains ont bâti la prospérité et le progrès en pensant qu'il s'agissait là de fondations solides, alors que ce n'est finalement qu'un château de sable. Mais aujourd'hui, nos comprenons à quel point nous sommes fragiles et vulnérables. J'ai grandi en tant que défenseur de la nature, mais mes enfants grandiront en tant que 'restaurateurs écologiques'. »

« Nous avons une vision très anthropocentrée de la nature, puisque nous estimons qu'elle doit être au service de l'Homme, » admet Geraldo Carreiro, chef d'équipe de la Facilité d'appui de l'UE-AMCC+ (Alliance mondiale contre le changement climatique Plus). « Alors que nous savons que le changement climatique est causé par l'Homme, nous nous tournons à présent vers la nature pour trouver des solutions aux problèmes dont nous sommes nous-mêmes à l'origine, ce qui est très révélateur. Quelle ironie de demander à la nature – à laquelle nous avons infligé tant de mal – de nous aider à résoudre des problèmes que nous avons-nous-mêmes créés. »

« Recourir aux SFN revient à travailler avec la nature au lieu d'essayer de lui imposer nos solutions, comme nous l'avons fait par le passé, » ajoute-t-il. « Les SFN exploitent des fonctions qui existent déjà dans la nature et qui ont déjà amplement fait leurs preuves : protection des côtes contre les vagues, prévention de l'érosion, régulation des pressions, des températures et du niveau de l'eau, filtration des polluants, purification de l'eau ou de l'air, régénération des sols, etc. Si nous voulons garantir l'avenir de notre planète, nous devons reconnaître et exploiter ce pouvoir et ces fonctions de la nature. »

Comme l'a déclaré Carla Montesi, directrice en charge du pacte vert pour l'Europe au sein de la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA), lors d'un événement de l'UE AMCC+ organisé en marge de la COP26, « les SFN devraient être une priorité pour nous tous. Garantir la santé et le bon fonctionnement des services écosystémiques nous aidera à relever également les défis du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution ».
« Nous devons travailler avec la nature plutôt que contre elle. Nous avons les solutions entre nos mains, et les solutions intégrées fondées sur la nature en font incontestablement partie. C'est maintenant que nous devons déployer à grande échelle les SFN, car demain il sera trop tard. Les belles promesses ne suffisent : il faut agir dès maintenant. »

Depuis 2007, l'UE AMCC+ met en œuvre des centaines de projets axés sur les SFN, allant de la restauration des mangroves et des récifs coralliens à des initiatives d'agroforesterie et d'agriculture durable, en passant par le renforcement de la résilience de la ville de Miches et de sa région, dans la province d'El Seibo, face au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

RESILIENCIA COSTERA:
PROTÉGER LE LITTORAL CUBAIN

L'ouragan Irma qui a touché terre à Cuba en 2017 a été le premier ouragan majeur – de catégorie 5 – à frapper l'île depuis près de cent ans. Après avoir balayé le pays pendant deux jours, la tempête a laissé derrière elle dix morts, des milliers d'habitations détruites et près d'un demi-milliard d'euros de dommages – principalement à la suite d'inondations côtières.
Cuba est de plus en plus vulnérable aux phénomènes météorologiques extrêmes et à l'élévation du niveau de la mer.

Resiliencia Costera (« résilience côtière ») est une initiative d'une durée de trois ans financée à hauteur de 5 millions d'euros par l'UE-AMCC+, qui vise à renforcer la capacité de Cuba à faire face aux pires impacts de ce phénomène.

« La résilience désigne la capacité des écosystèmes et des organismes à s'adapter à des vulnérabilités ou à des changements dans l'environnement, » explique Santos Orlando Cubillas, directeur de Resiliencia Costera. « Nous voulons développer la résilience de Cuba à travers des solutions naturelles dans les zones côtières vulnérables. Ces solutions incluent la réhabilitation des écosystèmes marins côtiers. »

La biodiversité côtière, assurée par les récifs coraliens, les herbiers marins et les mangroves, est essentielle pour le développement économique, social et culturel. Resiliencia Costera est mis en œuvre sur l'archipel de Sabana-Camagüey, au nord de l'île, qui comprend quinze municipalités côtières et compte quelque 600 925 habitants.

Maritza García, présidente de l'Agence cubaine pour l'environnement, explique que les défenses naturelles de l'île ont été négligées pendant trop longtemps. « Grâce à la restauration de l'écosystème et son retour à son état initial, les habitants de ces régions seront mieux préparés et pourront, dans la mesure du possible, rester dans leur communauté de pêche. »

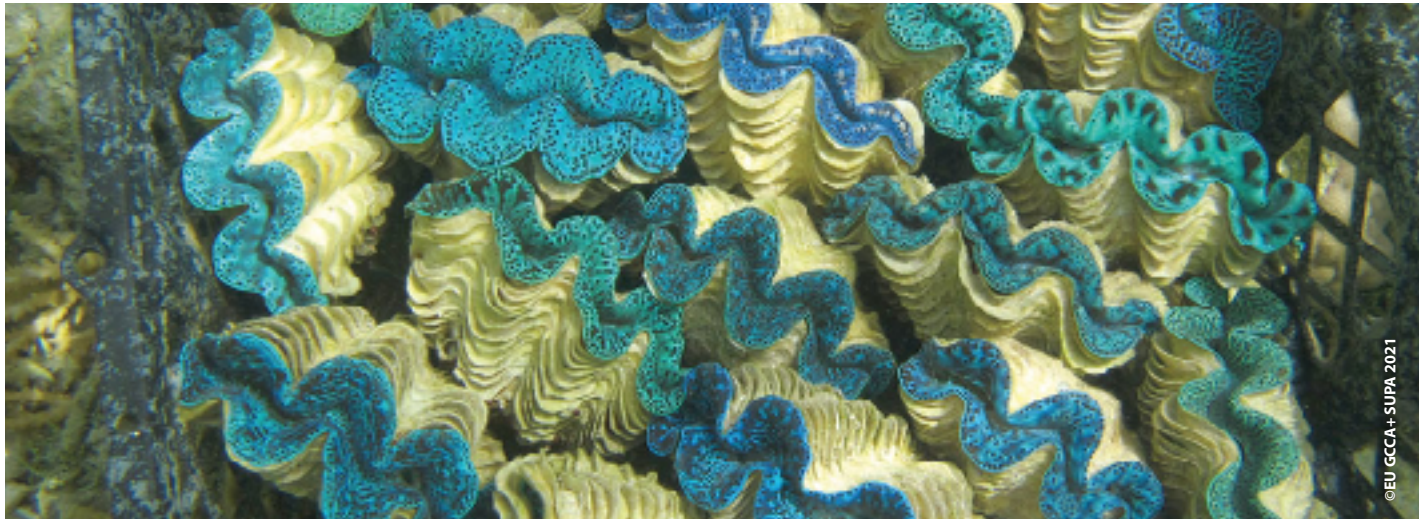
Mentionnons par ailleurs que le Fonds vert pour le climat (FVC) a affecté près de 30 millions de dollars à un projet de résilience côtière visant à protéger 440 000 habitants et à restaurer des écosystèmes vulnérables sur la côte sud de l'île.

Le projet Mi Costa vise à améliorer la santé de plus de 9 000 ha d'herbiers marins et d'environ 134 km de récifs coralliens.

« L'un des principaux axes de ce projet sera la collaboration avec les communautés et les autorités locales, afin de bien leur faire prendre conscience de l'importance capitale des écosystèmes pour leur propre résilience et leurs moyens de subsistance, » ajoute Mme García.

"Nous voulons développer la résilience de Cuba à travers des solutions naturelles dans les zones côtières vulnérables. Ces solutions incluent la réhabilitation des écosystèmes marins côtiers."

ÎLES COOK : RECONSTITUER LES BANCS DE PALOURDES ET RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS VULNERABLES



Aussi importante que soit cette mesure, la restauration des mangroves n'est qu'une des nombreuses solutions fondées sur la nature permettant de renforcer la résilience des communautés et des économies côtières. Dans les îles Cook, par exemple, un projet s'emploie à restaurer les récifs coralliens, victimes à la fois du changement climatique et de la surpêche de palourdes. Il est mis en œuvre au titre d'un programme de 14,89 millions d'euros financé par l'UE visant à renforcer et à déployer à grande échelle des mesures d'adaptation au changement climatique dans l'océan Pacifique.

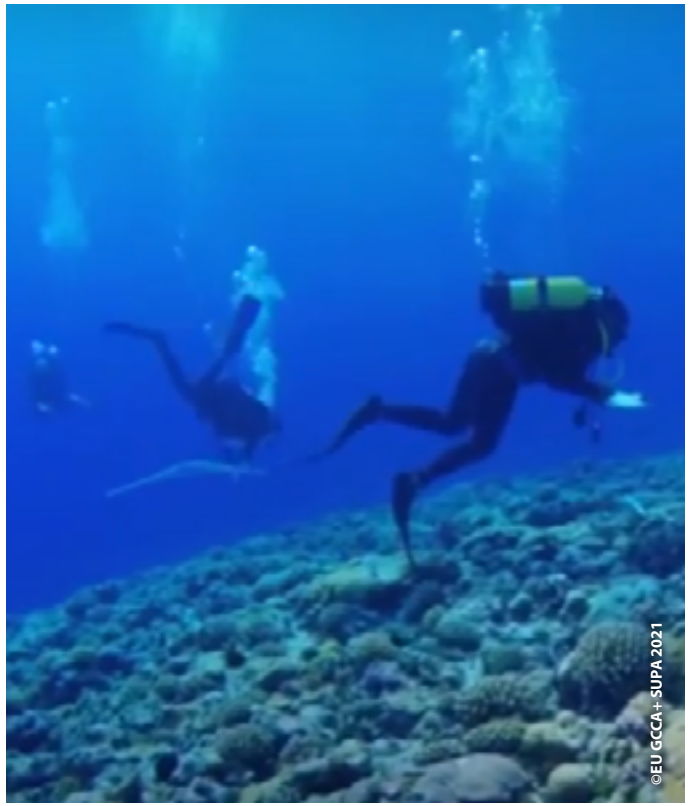
L'île plus éloignée d'Aitutaki était autrefois réputée pour ses palourdes géantes aux couleurs vives – « pa'ua » comme les insulaires les appellent – qui attiraient des touristes et des plongeurs du monde entier. Les palourdes représentent une importante source de revenus pour les habitants d'Aitutaki, et contribuent aussi à leur sécurité alimentaire, et constituaient un mets incontournable lors de repas festifs. Les aînés de cette communauté insulaire se souviennent de l'époque où elles étaient si abondantes que leurs bancs s'étendaient à perte de vue.

Tout a changé dans les années 1980 et 1990 avec la surpêche à l'origine d'une quasi-extinction des palourdes géantes, malgré la désignation de certaines zones du lagon comme aire protégée. L'économie touristique de l'île a été touchée de plein fouet, tout comme son riche patrimoine culturel remontant à plusieurs siècles.

Afin de réparer les dommages et de reconstituer les bancs de palourdes, de nouvelles espèces des Palaos et d'Australie ont été introduites, et une écloserie a été aménagée pour favoriser la reproduction des espèces autochtones des îles Cook. Des écoles locales ont créé un club des protecteurs des récifs d'Aitutaki. Les jeunes sont ainsi associés à la réimplantation des jeunes palourdes sur les récifs coralliens où, grâce à des cages spéciales, ils peuvent se développer en toute sécurité jusqu'à leur maturité.

« Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres qui montre que les petits ruisseaux font les grandes rivières : chacun fait à son niveau quelque chose pour restaurer notre environnement marin, » explique Charlie Waters, un scientifique australien associé à la mise en place de ce projet.

Les palourdes représentent une importante source de revenus pour les habitants d'Aitutaki, et contribuent aussi à leur sécurité alimentaire.



LE LAOS ENTEND OUVRIR LA VOIE AU TOURISME DURABLE DE L'APRÈS-PANDÉMIE

©Anna Hoch Kenney - Unsplash

Le COVID-19 a touché de plein fouet le tourisme mondial. Les pertes liées à l'effondrement du tourisme international sont estimées à 4 700 milliards de dollars, auxquelles s'ajoute la perte de 62 millions d'emplois pour la seule année 2020. Dans le même temps, la lutte contre le changement climatique nous impose de diminuer de manière radicale nos déplacements. Alors que les premiers touristes s'apprêtent à profiter à nouveau de vacances à l'étranger « post-COVID », la déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme appelle à un engagement à diminuer au moins de moitié les émissions liées au tourisme mondial au cours de la prochaine décennie.

Mais quelles en sont les conséquences pour les pays (dont beaucoup sont situés dans l'hémisphère sud) qui dépendent du tourisme, source essentielle de revenus et d'emplois ? Et est-ce là le moment, comme beaucoup l'espèrent, de modifier radicalement nos habitudes de voyage ?

Mise en œuvre en République démocratique populaire lao (connue plus simplement comme le Laos), l'initiative européenne SUSTOUR, dotée d'un montant de 2,2 millions d'euros, entend montrer qu'il est possible de réduire l'empreinte carbone des voyages de longue distance tout en apportant des bénéfices à l'environnement, la population et l'économie au niveau local. Pour le Laos, qui abrite trois sites du patrimoine mondial de l'UNESCO et dont les espaces naturels sont parmi les plus préservés de l'Asie du Sud-Est, il est essentiel de trouver ici le juste équilibre.

« Depuis le milieu des années 2000, le tourisme occupe une place majeure dans l'économie du Laos », explique Connor Bedard, responsable projet pour SUSTOUR Laos. « Mais cette évolution a eu aussi une série de conséquences négatives pour les communautés et l'environnement. Nous essayons de limiter cet impact, car ce que recherchent les touristes au Laos, c'est précisément sa nature, ses communautés et ses cultures. »

« L'environnement naturel est l'une des richesses du Laos. Nous avons plus de vingt parcs nationaux et la nature est en grande partie tout à fait intacte », explique Inthy Deuansavanh, propriétaire d'un hôtel-restaurant qui gère aussi Green Discovery Laos. « Un atout appelé à gagner encore en importance dans l'après-COVID, car les touristes privilégieront les voyages en plus petits groupes, surtout à l'extérieur, et se soucieront avant tout de la qualité de l'expérience. Pour que le tourisme reste durable au Laos, il faut continuer à miser sur le tourisme de niche et proposer des produits haut de gamme, et donc coûteux ; c'est là notre force, car nous ne pouvons pas concurrencer les prix pratiqués par des pays comme la Chine ou la Thaïlande. »

Un volet essentiel de SUSTOUR consiste à aider les entreprises locales à obtenir la certification Travelife. Les hôtels et les voyagistes qui ont décroché ce label pourront profiter de la demande des consommateurs à la recherche d'un tourisme plus durable.

« Travelife nous a vraiment aidés à fixer des objectifs de durabilité précis et à mettre en place un cadre pour les réaliser », explique Alexandra Michat, responsable « Durabilité » chez EXO Travel et directrice de la Fondation EXO. « EXO s'est toujours intéressée de près au développement durable, et nous recherchons en permanence des partenaires qui partagent cette passion sur les marchés où nous sommes présents. Depuis 2016, nous avons pris des mesures en faveur du climat, par exemple en calculant nos propres émissions et en compensant l'empreinte carbone de nos clients – celle du voyage en avion, mais aussi du transport routier et des hôtels. » Nous agissons aussi au niveau de nos chaînes d'approvisionnement, en réduisant la consommation d'énergie ainsi que le gaspillage d'eau et de nourriture. » Au Laos, l'empreinte carbone d'EXO est ainsi compensée par un projet de fourneaux améliorés économes en énergie, géré par l'association sans but lucratif hollandaise SNV. Les émissions de carbone du transport aérien sont automatiquement calculées et ajoutées au prix du billet au moment de la réservation.

Mais Alexandra admet toutefois qu'il n'est pas toujours aisé de parvenir ici à un juste équilibre. « Si nous encourageons et aidons le personnel et les touristes à voyager plus sobrement en leur concoctant des voyages inoubliables avec des moyens de transport neutres en carbone et en évitant au maximum l'avion, nous savons aussi que certaines émissions sont parfois inévitables, par exemple celles liées aux vols long-courriers. C'est pourquoi nous nous employons à limiter l'empreinte carbone des touristes sur les lieux de destination.

Lien vers l'article

#GCCAPlus

LE LAOS ENTEND OUVRIR LA VOIE AU TOURISME DURABLE DE L'APRÈS-PANDÉMIE

Nous faisons toujours des choix conscients en ce qui concerne les vols et les visites que nous organisons et ne perdons ici jamais de vue leurs conséquences sur l'environnement. Notre mission est de répondre aux envies des touristes, tout en limitant au maximum l'effet négatif de leurs voyages. »

Le tourisme durable va bien au-delà de la réduction de l'impact environnemental du secteur. Créer des emplois et des moyens d'existence pour la population locale est tout aussi important pour LuxDev, qui met en œuvre le programme « Compétences pour le tourisme » au Laos. En 2018, le secteur du tourisme a soutenu environ 54 000 emplois, dont près de deux tiers pour des femmes. « Il est très important que le secteur laotien du tourisme durable offre des possibilités d'emploi aux habitants, en particulier aux jeunes », explique Inthy. « Lorsque vous les associez aux objectifs du tourisme durable, ils comprennent progressivement pourquoi ils doivent préserver l'environnement. La nature a beaucoup souffert dans ce pays : les habitants ont recours à la chasse, à la culture sur brûlis et à la déforestation pour se procurer des revenus. S'ils profitent eux aussi du tourisme durable, ils seront moins enclins à détériorer leur environnement. »

Cette philosophie a séduit Rodolphe Gay et son épouse Toune Sisouphanthavong, propriétaires du célèbre hôtel Maison Dalabua et de deux restaurants à Luang Prabang, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, qui en sont d'ardents défenseurs. « Nous faisons actuellement les démarches pour obtenir le label Travelife », explique Rodolphe. « Au cours des trois dernières années, nous avons complètement éliminé le plastique dans nos restaurants et notre hôtel. Cela n'a pas été facile, car le plastique est omniprésent en Asie. C'est tout à fait hallucinant. Nous recyclons également un maximum de déchets alimentaires que nous utilisons comme compost dans notre jardin. »

Parmi les autres innovations respectueuses de l'environnement, citons également l'élimination des produits de nettoyage chimiques et l'investissement dans une usine de traitement des eaux usées. « Notre propriété est construite autour d'étangs classés par l'UNESCO, situés au cœur de notre hôtel », explique Rodolphe. « Comme nous craignions que les produits chimiques n'atterrissent dans les étangs et n'altèrent ainsi l'eau, la faune et la flore, nous avons décidé d'utiliser uniquement des produits de nettoyage naturels. » Les aliments bio servis dans les restaurants viennent du jardin de Toune, du marché local bimensuel ou encore de la ferme de NamKhan EcoLodge, toute proche. L'hôtel Maison Dalabua a également recruté une jeune femme du coin qui est à présent responsable à temps plein de la durabilité. Sa fonction consiste à s'assurer que l'hôtel obtienne le label Travelife et à sensibiliser le personnel aux questions de durabilité.

Comme bien d'autres destinations touristiques à travers le monde, l'économie laotienne a payé un lourd tribut au COVID-19. « Le tourisme est source d'emplois et de revenus pour les habitants des pays à faible revenu, comme le Laos », explique Alexandra. « La crise du COVID-19 a montré à quel point les communautés et les organismes de protection dépendent des revenus du tourisme. Ainsi, tous les souvenirs et autres produits que nous achetons pour nos touristes sont fabriqués dans des entreprises sociales, par des artisans, par les communautés ou dans le cadre de programmes caritatifs au Laos. Nous emmenons les touristes visiter des projets de tourisme à base communautaire, des projets de protection de l'environnement et des endroits comme Laos Buffalo Dairy, une exploitation d'agriculture durable qui est aussi une entreprise sociale, près de Luang Prabang. Nous avons dû renoncer à ce genre d'activités pendant la pandémie. Les gens rencontrent beaucoup de difficultés maintenant. »

Au moment où les touristes commencent à revenir, lentement et au compte-gouttes, la stratégie de SUSTOUR Laos entend surtout sensibiliser les entreprises locales aux possibilités offertes par le tourisme durable. « Nous mettons surtout l'accent sur les activités de marketing et de promotion pour inciter les entreprises à s'associer au programme », explique Connor. « Il est parfois difficile de promouvoir certaines de ces idées au Laos, en particulier auprès des entreprises locales. Nous pouvons faciliter les choses en les diffusant en ligne et hors ligne, et en faisant connaître le Laos comme une destination verte. »

« Je pense que certains investisseurs locaux commencent à se rendre compte du potentiel du tourisme vert », explique Inthy. « Avant la crise sanitaire, peu d'entreprises locales étaient associées à cette démarche, mais elles commencent aujourd'hui à se rendre compte de la beauté extraordinaire de leur pays. C'est un signe encourageant, car nous avons besoin d'un plus grand nombre d'acteurs pour aider le Laos à devenir une destination touristique durable. »

« La plupart des gens comprennent pourquoi nous devons voyager plus durablement », ajoute Alexandra. « Mais ils ne savent pas comment procéder. Comment modifier nos processus et nos activités, comment former notre personnel pour qu'il comprenne que chacun de leurs choix a des conséquences ? »

Il est sans doute trop tôt pour savoir si le développement durable sera la « nouvelle normalité » du tourisme de l'après-pandémie. Quoi qu'il en soit, au Laos en tout cas, le secteur des voyages et de l'hôtellerie semble prêt à relever ce défi.

Lien vers l'article

#GCCAPlus

DES FEMMES ASSOCIÉES À LA LUTTE CONTRE LES DÉCHETS EN GAMBIE

Les célèbres marchés alimentaires de Gambie attirent aussi bien les touristes que les locaux. Les nombreux marchés éparpillés autour du Grand Banjul – depuis l'immense marché aux poissons de Bakau jusqu'aux étals de fruits et de légumes d'Abuko – font partie intégrante de la vie quotidienne dans la capitale et aux alentours.

Des petites échoppes extérieures en bois et en tôle – les « cantines » – délimitent habituellement ces marchés, tandis que les étals de viande, de poissons et de légumes sont regroupés à l'intérieur. La plupart des produits sont cultivés par des femmes dans des potagers situés à proximité des marchés.

Le problème est que ces marchés produisent aussi des tonnes de déchets – principalement des déchets organiques mais aussi du plastique, du carton et autres détritus qui atterrissent dans la tristement célèbre décharge non réglementée de Bakoteh.

Afin de lutter contre le problème des déchets organiques, WasteAid, une ONG implantée au Royaume-Uni, s'est associée au Conseil municipal de Kanifing (KMC) et à la Women's Initiative The Gambia. Ce partenariat a reçu de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE-AMCC+) un financement à hauteur de 100 000 euros afin de déployer une approche pilote innovante visant à valoriser ces déchets organiques.

« La région du Grand Banjul est située au bord de la côte. Elle est donc confrontée à un problème supplémentaire : la dispersion et la fuite des substances toxiques de la décharge qui s'infiltrent dans la nappe phréatique et la mer », explique Ingrid Henrys, en charge de la coordination du projet de WasteAid en Gambie. « Avant, les gens brûlaient les déchets et ordures sur le site, provoquant des problèmes de pollution et de dégagement de fumée pour les personnes vivant à proximité, sans compter les essaims de mouches autour des déchets organiques. L'incinération des déchets est aujourd'hui interdite et une clôture a été installée autour de la décharge, pour éviter que les détritus ne débordent. Mais rien n'a encore été fait pour réduire la quantité de déchets organiques abandonnés dans la décharge. »

Au cours de la première phase du projet, les maraîchères qui cultivent des fruits et des légumes pour les vendre au marché apprendront à transformer les déchets organiques en compost.

« C'est vraiment très important d'impliquer les femmes, car ce sont principalement elles qui cultivent les fruits et légumes vendus dans la ville », explique Ingrid. « Nous commencerons par former 30 maraîchères actives dans deux grands potagers urbains. Les femmes elles-mêmes choisiront de participer ou non à l'initiative pilote. Une fois formées, elles pourront transmettre leurs compétences et leurs connaissances à leurs pairs. »

La transformation de déchets organiques en compost permettra aux maraîchères de moins dépendre des engrais chimiques. « C'est en parlant avec elles que nous nous sommes rendu compte que ces engrais chimiques leur coûtaient beaucoup d'argent, alors que leur productivité diminuait d'année en année », explique Lamin S. Sanyang, Directeur des services au KMC.
« Passer au compost et aux engrais organiques leur permet non seulement de réaliser des économies, mais aussi d'améliorer la fertilité du sol. »
Ingrid met en avant un autre avantage. « Nous devons aussi protéger la santé des femmes. Celles-ci utilisent souvent ces engrais chimiques sans protection, elles n'ont aucun contrôle sur les substances qu'ils contiennent et ne savent pas vraiment quelles quantités utiliser. »

Le problème des déchets ne date pas d'hier, la Gambie y est confrontée depuis des dizaines d'années. « Un des principaux problèmes identifiés est l'absence de camions et véhicules pour le ramassage des déchets, poursuit Lamin. « Comme il n'y avait pas de véritable système de collecte des déchets, les habitants s'en débarrassaient en les jetant simplement dans la rue et les rivières, une pratique polluante et nocive pour la santé. Certaines communautés incinéraient quant à elles les ordures, mettant en péril leur propre santé. Pendant la saison des pluies, les crues soudaines n'étaient pas rares, car les détritus bouchaient les égouts. Nous avons donc décidé d'agir et avons lancé le projet Mbalit – c'est ainsi que les gens appellent les déchets ici. »

Le programme WasteAid financé par l'AMCC+ s'inscrit dans le prolongement du projet Mbalit. Il assure la récupération des déchets biodégradables de la décharge pour en faire du compost et du biochar – une sorte de charbon de bois issu de la biomasse. Ce « combustible » est ensuite vendu pour être utilisé pour cuisiner.

Lien vers l'article

#GCCAPlus

DES FEMMES ASSOCIÉES À LA LUTTE CONTRE LES DÉCHETS EN GAMBIE

« Les maraîchères ne sont pas les seules bénéficiaires de cette initiative, les vendeurs des marchés sont également très satisfaits », ajoute Lamin. « Avant, les ordures n'étaient pas toujours ramassées à temps et finissaient par pourrir sur place. Si les déchets sont convenablement gérés et ramassés, les essaims de mouches sont moins nombreux. »

Ce projet pilote n'en est encore qu'à ses débuts – il a été lancé en juillet sur le marché d'Abuko – mais il fait déjà beaucoup parler de lui.

« Les gens se sont empressés de passer le mot, surtout après le lancement officiel », explique Ingrid. « La télévision et la radio locales lui ont consacré des reportages et les réseaux sociaux ont aussi relayé le message – la formation n'a pas encore commencé mais beaucoup de personnes ont déjà manifesté leur intérêt pour cette initiative. La Gambie est un pays majoritairement fondé sur une économie agricole, qui produit énormément de déchets organiques. Beaucoup atterrissent dans la décharge alors qu'ils pourraient être transformés en compost. De nombreux agriculteurs ne compostent pas leurs déchets car ils ne savent pas comment s'y prendre et pensent à tort que cela prend beaucoup trop de temps et exige pas mal d'efforts. Malheureusement, leurs pratiques agricoles actuelles dégradent la qualité du sol. »

La passion d'Ingrid pour la nature et son engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique sont contagieux et commencent à gagner les maraîchères.

« Waouh, ce qui a déjà été fait est vraiment formidable. Notre production va augmenter », s'exclame Fatou Ceesa*. « Nous travaillions sur ce potager depuis des dizaines d'années, mais nos niveaux de production sont restés identiques. Grâce à ce projet, notre production va s'améliorer et, avec elle, notre niveau de vie. Nous pouvons à présent obtenir de bons prix pour nos légumes. Cela nous permet d'envoyer nos enfants à l'école et de payer les factures de soins de santé. »

« Je suis passionnée par la protection de l'environnement et de la biodiversité et j'essaie en permanence de nouvelles techniques de compostage chez moi », explique Ingrid en riant. « L'autonomisation des femmes est vraiment quelque chose qui me parle – ce projet répond donc vraiment à tous mes besoins et mes envies ! »

**Nom d'emprunt, pour des raisons de confidentialité.*

Lien vers l'article

#GCCAPlus

LA RÉVOLUTION DES ÉNERGIES NOUVELLES À CUBA

La révolution des énergies renouvelables est à l'œuvre à Cuba. Le pays s'est en effet engagé à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre en produisant, d'ici à 2030, près d'un quart de son électricité à partir de sources renouvelables. Pour cela, il s'est lancé dans un projet ambitieux visant à augmenter la production de biogaz.

Pendant des dizaines d'années, Cuba a importé à bas prix du pétrole vénézuélien pour faire fonctionner ses centrales électriques, mais la crise climatique a clairement montré que le pays devait opter pour une solution à la fois nationale et plus durable. À eux seuls, les secteurs de l'énergie et de l'agriculture sont responsables de plus de 90 % des émissions de gaz à effet de serre (GES).

« Le biogaz est extrêmement important pour assurer la sécurité énergétique de Cuba », explique Luis Cepero Casas, chercheur à la station expérimentale Indio Hatuey pour les pâturages et les cultures fourragères, qui est rattachée à l'université de Matanzas. « Premièrement, car il est à la fois produit et utilisé au niveau local. Il s'inscrit dans l'économie circulaire tout en apportant des avantages sur les plans environnemental, économique, social et énergétique. Mais il nous permet surtout de diminuer nos importations de combustibles fossiles. Selon nos estimations, le biogaz peut générer plus de 245 GWh d'électricité chaque année, ou permettre, via son utilisation, d'économiser une quantité équivalente d'énergie. »

Luis Cepero est membre d'une équipe d'experts en biogaz qui travaillent à la station Indio Hatuey. Il se concentre actuellement sur le programme de développement durable à faible intensité de carbone de l'Alliance mondiale contre le changement climatique de l'UE (UE-AMCC+). Ce projet, financé à hauteur de 4,4 millions d'euros, vise à promouvoir l'utilisation de la bioénergie dans la municipalité rurale de Marti, dans la province de Matanzas. Marti compte déjà un biodigesteur, qui vient d'être installé, et un deuxième devrait être bientôt opérationnel. Le potentiel de production de ces deux biodigesteurs est évalué à 4 500 m3 de biogaz par jour.

« L'utilisation du biogaz s'est réellement développée à Cuba ces dernières années, » explique-t-il. « Le MUB, le mouvement des utilisateurs de biogaz, est bien implanté, un peu partout sur l'île, même si la plupart des usines à biogaz ont été installées dans les zones agricoles, au bénéfice de ce secteur. Les petites exploitations agricoles paysannes totalisent environ 98 % des biodigesteurs du pays. »

Même si des projets prévoient l'installation d'environ 500 usines de biogaz alimentées par les déchets des distilleries, des conserveries, des raffineries de sucre, des abattoirs et de l'industrie des pâtes et papiers, le ministère des mines et de l'énergie entend surtout miser sur les biodigesteurs utilisant du purin et du lisier. Mais au moins 7 000 unités supplémentaires devront être installées pour que le pays atteigne ses objectifs en matière d'énergie renouvelable.

« Si les usines de biogaz réduisent les émissions de CO2, c'est principalement car elles reposent sur une technologie à cycle fermé. Elles ont toutefois un autre avantage majeur », explique Luis Cepero. « Elles produisent des bio-engrais, un sous-produit qui peut remplacer les engrais chimiques. L'engrais biologique produit dans les usines de biogaz est d'origine naturelle et n'émet pas de gaz polluants. En outre, aucun combustible n'est nécessaire pour en obtenir ou en fabriquer. »

Cette approche associant agroécologie et réduction des GES est précisément au cœur du programme de l'AMCC+ dans la municipalité de Marti. Celui-ci sera mis en œuvre jusqu'en 2024 et devrait cibler 22 000 bénéficiaires. En plus de promouvoir l'utilisation accrue de biogaz au sein des ménages et dans les exploitations agricoles, le projet entend aussi utiliser le biométhane pour alimenter les bus dans cette région confrontée à des problèmes d'accès en raison d'un réseau de transports publics peu développé.

Lien vers l'article

#GCCAPlus

AMCC+

« Les petites installations familiales de production de biogaz sont faciles à construire et à assembler. Cela peut se faire au niveau local », ajoute Luis Cepero. « À Cuba, nous disposons d'une série de modèles éprouvés qui peuvent être adaptés en fonction des matériaux disponibles. De nombreuses personnes ont déjà suivi une formation à la conception et à la construction de petites installations de biogaz, même si des pénuries de matériaux de construction ralentissent parfois le processus. »

Alors que plus de deux tiers de la population cubaine utilise toujours l'électricité pour cuisiner, la production de biogaz au niveau des ménages pourrait changer les choses. Dans la ville voisine de Jovellanos, la famille Correa cuisine au biogaz depuis déjà trois ans.

« Nous possédons un biodigesteur qu'un membre de la famille alimente chaque jour, à tour de rôle », explique Héctor Correa, qui gère l'exploitation familiale « Finca Coincidencia » avec sa femme et ses deux fils. « Le biodigesteur utilise au moins 210 kg de lisier et de fumier produits par nos vaches et nos porcs. Grâce à celui-ci, nous avons sensiblement réduit notre consommation d'électricité dans la ferme et avons ainsi économisé de l'argent. Contrairement à l'électricité, le biogaz est toujours disponible. »

« Le biodigesteur produit suffisamment de gaz pour que nous puissions nous chauffer, cuisiner et garder au frais les aliments de la famille, mais notre production nous permet également de préparer repas et boissons pour la demi-douzaine de personnes qui travaillent dans notre exploitation », explique Odalis, la femme d'Héctor.

Mais les avantages ne se limitent pas à cela. « Nous utilisons tous les effluents et les bio-engrais produits dans le biodigesteur pour fertiliser nos terres », ajoute Héctor. « Cela nous permet de produire en cycle fermé et d'économiser de l'argent, puisque nous ne devons plus acheter d'engrais chimiques. Les aliments que nous produisons sont donc aussi plus sains. Je suis vraiment heureux d'apporter ma petite contribution à la réduction des gaz à effet de serre et à l'amélioration de l'environnement. »

De retour à la station de recherche Indio Hatuey – du nom d'un chef autochtone qui a combattu les conquistadores espagnols au début du XVIe siècle –, Luis Cepero et son équipe intensifient eux aussi leur lutte contre le changement climatique.

« J'ai vraiment bon espoir que Cuba réussisse sa transition vers les énergies propres dans le futur », affirme-t-il. « On constate clairement que notre pays est de plus en plus sensibilisé à la nécessité d'utiliser des sources d'énergie renouvelables, aussi bien au niveau de l'État que des ménages et des habitants. Cuba possède un énorme potentiel dans le domaine des énergies renouvelables, qui ne se limite pas au biogaz mais s'étend à l'énergie solaire, éolienne, marémotrice et géothermique, en passant par la biomasse et les petites centrales hydroélectriques. En combinant toutes ces ressources, nous avons la garantie que les besoins énergétiques de Cuba seront toujours couverts. »

"Grâce au biodigesteur, nous avons sensiblement réduit notre consommation d'électricité dans la ferme et avons ainsi économisé de l'argent. Contrairement à l'électricité, le biogaz est toujours disponible."

©Hector Manuel Correa

Lien vers l'article

#GCCAPlus

À LA RECHERCHE D'EAU DOUCE AU BANGLADESH

« Alors que j'étais enceinte jusqu'aux yeux et que mes pieds étaient enflés, je devais faire chaque jour de nombreux kilomètres en portant de lourds seaux d'eau », se souvient Mossamad Hanufa Begum en soupirant. « Mon mari était au travail toute la journée, et il n'y avait personne d'autre pour aller chercher l'eau. Il y avait bien de l'eau dans les étangs près de notre maison, mais elle n'était pas potable. »

La vie n'est pas facile dans le petit village de Manikkhali situé dans les plaines basses du sud du Bangladesh, dans le district de Barguna. Cette région se situe au cœur des Sundarbans – l'une des plus grandes forêts de mangroves du monde. Entourée de rivières et bordée par le delta du Gange, elle est particulièrement vulnérable à l'élévation du niveau de la mer, à la contamination des eaux douces par l'eau de mer, aux tempêtes tropicales et aux inondations.

Quelque 20 millions d'habitants des zones côtières du Bangladesh sont déjà affectés par le problème de la salinisation et de la salinité de l'eau potable, et près de 70 % des habitants de la région sont tributaires de l'eau des étangs, utilisée comme eau potable et à des fins domestiques. Le degré de salinité des eaux souterraines est en effet trop élevé.

Par le passé, les habitants de Manikkhali allaient puiser de l'eau douce dans les étangs naturels aux abords de leur village, mais depuis quelques années, cette eau est devenue impropre à la consommation – une des nombreuses conséquences du changement climatique.

Les rivières s'assèchent pendant la saison chaude, et le phénomène d'intrusion d'eau saline a contaminé l'eau des canaux et des étangs, ainsi que les cultures. Les femmes sont touchées de plein fouet par ce problème, car elles sont traditionnellement chargées d'approvisionner le foyer en eau potable. Une étude de la Banque mondiale a mis en avant une corrélation entre les problèmes de santé pendant la grossesse et la petite enfance et la consommation d'eau contaminée par le sel.

L'installation de nouveaux systèmes de collecte des eaux de pluie facilite à présent la vie d'Hanufa et d'autres habitants du village. Ce projet est financé par l'UE et mis en œuvre par LoCaL (Local Climate Adaptive Living facility), le mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local soutenu au titre d'un programme de l'UE AMCC+ de 8 millions d'euros visant à aider le Bangladesh à faire face aux pires conséquences du changement climatique.

Mais les membres de cette communauté, et en particulier les femmes, ne sont pas uniquement exposés à des maladies. Selon l'UNICEF, les femmes et les jeunes filles étaient souvent victimes de harcèlement sexuel lorsqu'elles allaient chercher de l'eau potable à la source la plus proche, qui était parfois fort éloignée. À ce jour, 30 systèmes de collecte des eaux de pluie, d'une capacité de 1 000 litres d'eau chacun, ont été installés dans la seule ville de Manikkhali. Moyennant une participation de seulement 20 euros (par ménage), plus de 450 familles démunies ont désormais accès à l'eau potable, et ce pour les prochains dix à quinze ans à venir.

« C'en est fini de devoir parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau contaminée dans les étangs, » explique Mossamad Rina Begum, qui vit également dans le village de Manikkhali. « Avant, nous devions faire très attention à notre consommation d'eau et la rationner – nous étions déshydratés et il nous arrivait de tomber malades. Maintenant, on ne doit plus du tout s'en soucier. »

Son amie Mossamad Rekha Begum est du même avis. « Je devais attendre que mon mari puisse aller chercher l'eau parce j'avais vraiment du mal à marcher de nombreux kilomètres en portant de lourds récipients d'eau. Et cela nous prenait beaucoup de temps. Nous devions nous lever très tôt pour que mon mari puisse faire l'aller-retour avant de partir au travail. Heureusement, ce problème est à présent résolu. »

Le projet de collecte des eaux de pluie a eu d'autres retombées positives. Les villageois qui n'avaient pas encore pris conscience du changement climatique et de ses conséquences sont aujourd'hui associés à la gestion de cette initiative et à l'exploration d'autres pistes pour renforcer leur résilience face

au climat.

« L'installation de cette unité de collecte des eaux de pluie nous a vraiment ouvert les yeux, » explique Hanufa. « Elle a aidé les autorités et les communautés locales à mieux se rendre compte de l'impact humain sur le changement climatique, et leur a fait comprendre comment des solutions locales peuvent renforcer la résilience au changement climatique ».

« Les parishads [des assemblées locales] ont constaté l'impact positif de la collecte des eaux de pluie, et ont intégré le défi du changement climatique dans leur planification et leur budget. La communauté s'est unie pour prendre des décisions ainsi que pour participer à l'entretien de l'installation. »

L'appropriation par la communauté locale est la clé de la réussite d'un tel projet. « Ce projet est géré par un comité élu et par les membres des ménages, » explique Md. Farid Mia, président de l'Union locale [conseil]. « La communauté et le gouvernement local assurent le nettoyage et l'entretien de l'installation et la réparation des pièces endommagées, et en assument aussi les frais. »

NIGER : CREUSER PLUS PROFOND POUR UNE EAU POTABLE

© Nasser Algatami LoCAL-UNCDF

Les habitantes de Bazinga, un village rural du Niger situé à neuf mille kilomètres de Barguna, savent à quel point il est pénible d'aller tous les jours chercher de l'eau. « Il y a encore deux ans, c'était un vrai cauchemar pour elles, » explique Mamane Tourba, maire de la commune rurale de Dogonkiria, dans le sud-ouest du pays. « Le choix était simple : soit faire chaque jour plus de cinq kilomètres pour aller chercher de l'eau, soit faire la file pendant des heures devant le puits du village pour y puiser une infime quantité d'eau. Inutile de dire que leur moral était au plus bas, surtout pendant la saison sèche, car elles n'avaient alors aucun autre moyen de se procurer de l'eau. »

Le puits du village qui avait été construit en 1977 grâce à une aide financière du Japon, s'était en effet progressivement ensablé au fil des ans, jusqu'à en devenir pratiquement inutilisable. « Les femmes nous ont expliqué que le puits n'était tout simplement pas assez profond pour répondre aux besoins en eau des villageois, » continue le maire. « Nous avons creusé à travers cinq mètres de sable et le puits a maintenant une profondeur de 12 mètres. Il y a désormais toujours suffisamment d'eau dans le puits, pour la plus grande joie des villageois ! »

Le puits de Bazinga a été remis en état et amélioré grâce à une subvention du Mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (LoCAL) de l'UE, un programme de 4 millions d'euros qui vise à aider les autorités locales des pays les moins avancés (PMA) à renforcer leur résilience face au changement climatique. Sur le terrain, cette subvention a permis de mener à bien sept projets, au bénéfice de plus de 30 municipalités des régions de Dosso et de Zinder.
À Dongokiria et dans la commune voisine de Sokorbé, huit puits ont ainsi été réhabilités et trois nouveaux ont été construits. Près de six mille habitants de la région, dont quatre mille femmes, bénéficient désormais d'un meilleur accès à l'eau potable.

« Le puits du village est désormais plus profond, et il est protégé par un mur de soutènement, » explique le maire.
« Avant d'entrer dans l'enceinte du puits, il faut enlever ses chaussures pour éviter toute contamination de l'eau. L'eau qui déborde s'écoule dans un canal pour éviter la stagnation de l'eau et irriguer les nouveaux arbres, qui une fois grands, fourniront de l'ombre autour du puits. Un autre canal permet aux animaux de s'abreuver. »

Tous les projets soutenus par LoCAL mettent l'accent sur la participation communautaire. « Chaque membre de la communauté paie une redevance mensuelle et les sommes ainsi recueillies sont gérées par un comité chargé de l'entretien du puits. Ce système de quote-part garantit l'utilisation durable du puits et de son eau, » explique le maire.
Le Niger est l'un des pays les plus arides d'Afrique : trois quarts de son territoire sont en effet situés dans le désert du Sahara et la région du Sahel. La nature imprévisible des précipitations et les phénomènes météorologiques extrêmes provoqués par le changement climatique plongent les communautés rurales dans la misère. L'année dernière, le pays a ainsi été frappé par des inondations dévastatrices qui ont affecté plus de 400 000 habitants et détruit 9 000 hectares de terres agricoles. Cependant, pendant la majeure partie de l'année, le problème numéro un pour les habitants de la région est bien le manque d'eau. Un autre programme financé par l'UE, mis en œuvre à Dogondoutchi, à moins de 100 km de Dogonkiria, fournit de l'eau à près de 9 000 habitants - et leurs animaux - de cette communauté majoritairement agricole. Car la saison sèche est ici synonyme de grave sécheresse ; il est fréquent qu'il ne tombe pas une seule goutte de pluie entre octobre et mai, alors que pendant la saison des pluies, de inondations soudaines emportent parfois avec elles des couches précieuses de terre arable.
Les femmes sont les principales bénéficiaires des six puits en ciment à usage multiple qui ont été construits par Eau Vive, partenaire de développement de l'UE AMCC + dans le district. L'une d'elles, Fatima Dankani, explique que le puits lui fait gagner beaucoup de temps. Avant, il lui fallait une journée entière pour aller chercher les 40 litres d'eau dont sa famille a besoin.

« La réhabilitation du puits a vraiment changé ma vie »
- Fatima Dankani

« Au total, sept personnes dépendent de moi pour leur approvisionnement en eau au quotidien. Je ne peux pas les laisser tomber. Mes enfants pleuraient quand je les emmenais avec moi chercher de l'eau au puits, mais il n'y avait personne pour s'occuper d'eux et je ne pouvais pas les laisser seuls, » explique-t-elle. « Ce puits a vraiment amélioré la vie de toute ma famille et il m'a soulagé d'une tâche très pénible. »

Ce projet de 1,5 million d'euros mis en œuvre à Dogonkiria ne réduit pas seulement la charge de travail des femmes ; son impact va bien au-delà. Les potagers qui ont fleuri autour du puits améliorent considérablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des habitants et les femmes peuvent même vendre les excédents sur les marchés voisins. Les éleveurs peuvent quant à eux utiliser l'eau pour abreuver leur bétail. Grâce à une formation, certaines femmes ont appris à cultiver et à planter des pousses d'arbres qui, une fois grands, fourniront de l'ombre et reboiseront les terres. Comme le dit un chef de village, les puits ont contribué à rendre leur liberté aux femmes.

« Elles ne veulent pas que leurs filles endurent ce qu'elles-mêmes ont enduré. »

D'ANCIENNES TRADITIONS AU SERVICE DE NOUVELLES SOLUTIONS AU TIMOR-ORIENTAL

« L'approvisionnement en eau douce a toujours été un défi pour les habitants du Timor-Oriental, » explique Isabel Pereira, une autochtone qui travaille comme conseillère nationale pour la GIZ, l'agence allemande de coopération pour le développement.

« Les habitants de ce pays de hautes montagnes ont toujours eu dû mal à trouver de l'eau et à gérer cette ressource. Et aujourd'hui, en raison de l'arrivée tardive des pluies ou de brusques précipitations, les villageois ont décidé de recourir à d'anciennes traditions pour gérer la raréfaction de l'eau. »

Une coutume ancestrale, le « tara bandu », aide depuis des siècles les agriculteurs des montagnes du Timor-Oriental à prendre des décisions importantes. Cette coutume traditionnelle timoraise vise à résoudre les problèmes et défis de la communauté par le consensus et de manière non-conflictuelle. Les habitants ont recours à cette « approche » fondée sur la sagesse et l'expérience collectives pour élaborer des règles communes pour vivre en harmonie avec la nature et avec les autres membres de la communauté. Confrontés à plusieurs années de sécheresse et de raréfaction de l'eau douce, les agriculteurs timorais ont renoué avec leurs propres traditions culturelles pour éviter les conflits.

« Les habitants du Timor-Oriental prennent peu à peu conscience qu'ils doivent eux aussi changer pour faire face au changement climatique. Les communautés montagneuses en particulier doivent se préparer à mieux protéger leurs terres, à stocker l'eau et à utiliser judicieusement leurs ressources naturelles s'ils veulent que leurs enfants puissent continuer à vivre sur les terres de leurs ancêtres », explique Isabel Pereira.

Le programme de 4 millions d'euros de l'UE AMCC+ au Timor-Oriental aide les communautés agricoles isolées à renforcer leur résilience face à l'impact du changement climatique, notamment les sécheresses extrêmes et les inondations.

Les communautés ont ainsi utilisé le tara bandu pour s'accorder sur des mesures d'agriculture de conservation. Il s'agit notamment de creuser des réservoirs pour recueillir l'eau de pluie et de préserver les sols en évitant la culture sur brûlis. Même si les communautés ont bénéficié des conseils de l'AMCC+, des Nations Unies et d'ONG, elles ont pris elles-mêmes l'initiative d'organiser des réunions et de débattre pour parvenir à un consensus sur la meilleure façon de procéder.

Dans la région côtière de Liquiça, au sud du pays, le système qui approvisionne en eau 36 ménages du village a été remis en état et amélioré en suivant la tradition du tara bandu. Antonia Alves de Jesus est l'une des bénéficiaires de ce projet de réhabilitation. « Avant, nous n'avions pas assez d'eau pour cultiver des légumes », explique-t-elle. « Maintenant que l'approvisionnement en eau n'est plus un problème, nous pouvons faire pousser des légumes dans notre jardin et il y a aussi suffisamment d'eau pour nos bêtes ».

« Nous avons réduit les coûts, diminué la main-d'œuvre et augmenté les rendements. Malgré les longues périodes de sécheresse, l'eau ne manque jamais. » *Joao da Cunha, agriculteur*

Même si les habitants du Timor-Oriental ont recours aux solutions traditionnelles fondées sur la nature, ils expérimentent aussi des techniques de conservation de l'eau des plus modernes. Ainsi, au sommet d'une colline surplombant le village d'Akrema, sur l'île isolée d'Atauro, une unité pilote d'hydro-panneaux produit ainsi de l'eau à partir de la lumière du soleil et de l'air ambiant. Certains ont toutefois mis en doute la viabilité de cette technologie dans les pays à faible revenu, vu les difficultés initiales et le coût relativement élevé.

« Trouver suffisamment d'eau pour boire, pour abreuver les bêtes et cuisiner est vraiment difficile pendant la longue saison sèche, » a expliqué Adap Coreia, un villageois qui aide à gérer le projet d'hydro-panneaux, sur Channel News Asia.

« Auparavant, nous n'avions à notre disposition qu'un un réservoir d'eau de pluie. Nous avons à présent une autre alternative. Le changement climatique affecte réellement nos activités - la pêche, l'agriculture et l'élevage des animaux. Il est même en train de modifier la saison du maïs. Celui-ci ne pousse pas bien, à cause du manque d'eau. Certains des cocotiers que nous avons plantés ne résistent pas non plus à la chaleur excessive. »

Pourtant, pour la grande majorité des Timorais, la meilleure façon de faire face aux futures sécheresses est de travailler avec la nature. « Nous n'envisageons pas de déployer des solutions coûteuses et à grande échelle. Nous introduisons des mesures à petite échelle pour faire la différence », explique Isabel Peirera.

« Si le climat change, nous pouvons et devons faire de même. Nous pouvons utiliser nos traditions et notre sagesse et exploiter toutes les connaissances acquises au cours de ces dernières années. »

NAURU : DE L'EAU OUI, MAIS « PAS DE QUALITÉ »

L'insécurité de l'approvisionnement ne désigne pas seulement le fait de ne pas en avoir assez pour boire. C'est aussi le fait de ne pas avoir accès à la « bonne eau ». Totalement entourés par l'océan et confrontés à l'élévation du niveau de la mer, de nombreux petits États insulaires du Pacifique font face à des pénuries chroniques d'eau douce.

Les atolls coralliens de faible altitude, dont certains n'émergent qu'à quelques mètres au-dessus des vagues, sont exposés à la double menace de l'élévation du niveau de la mer et de la multiplication des sécheresses. En 2013, lors d'une vague de sécheresse particulièrement importante, des familles entières des îles Marshall ont dû survivre avec moins de cinq litres d'eau par jour.

Nauru, un État insulaire de la Micronésie situé à peu près à mi-chemin entre l'Australie et Hawaï, n'a pas de réseau d'eau courante, raison pour laquelle ses habitants sont particulièrement exposés aux pénuries d'eau. Des études réalisées récemment par l'UE AMCC+ ont montré qu'un tiers des ménages disposent d'une capacité de stockage d'eau inférieure à 5 000 litres, et que beaucoup d'entre eux dépendent de leurs voisins pour l'eau ou doivent acheter de l'eau en bouteille.

Cette étude, menée en 2020 dans le cadre du projet SUPA (« Scaling Up Pacific Adaptation ») a également révélé que ce sont surtout les personnes âgées ou en situation de handicap qui vivent dans les maisons les plus à la merci de l'eau.

« Nauru dépend de la technique de l'osmose inverse pour la purification de l'eau, un système qui ne produit que deux millions de litres d'eau par jour, et encore, si les trois usines sont exploitées, » explique Mohammed Ali, directeur général des opérations. « Ce système est malheureusement très coûteux et, en cas de coupure d'électricité, les usines sont carrément à l'arrêt. Dans ce cas, nous sommes tributaires de l'eau de pluie ou de l'eau souterraine, très saumâtre. Et en période de sécheresse, la demande augmente naturellement.»

« Les taux de bactéries sont très élevés dans les eaux souterraines, » explique Haseldon Buraman, chef de la communauté. « Elle est également très saline en raison des inondations dues à la montée du niveau de la mer. Cette eau est donc impropre à la consommation, et ne peut être utilisée que pour les toilettes ou la lessive. »

Le projet SUPA, d'une durée de quatre ans et financé par l'UE à hauteur de 15 millions d'euros, couvre les îles Cook, les États fédérés de Micronésie (EFM), les Fidji, les Kiribati, les îles Marshall, Nauru, Niue, les Palaos, les Tonga et les Tuvalu. Confrontés au problème de plus en plus urgent des pénuries d'eau, quatre d'entre eux – les EFM, Nauru, Niue et les Kiribati – consacrent tous leurs efforts à la sécurité de l'approvisionnement en eau dans les communautés. Ils installent des systèmes de collecte des eaux de pluie et de dessalement de l'eau et organisent des formations axées sur l'entretien de ces nouveaux systèmes.

À plus de 3000 km au nord-ouest, sur la minuscule île de Fais, une citerne d'eau de pluie géante est en cours de livraison. Cette opération est particulièrement délicate. Cette île très reculée de l'État de Yap, en Micronésie, n'a pas de port, et sa piste d'atterrissage est réservée aux petits avions. Arrivé par bateau ancré au large, le réservoir de 5 000 litres doit d'abord être déchargé sur un petit bateau. Il faudra cependant le faire flotter sur les derniers mètres qui le séparent de la plage. De là, des insulaires le transporteront à bout de bras jusqu'au site où il sera installé.

« Les insulaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Sur l'île de Fais, tout est transporté à bout de bras, » explique Christina Fillmed, directrice exécutive de l'Agence de protection de l'environnement de l'État de Yap. « En périodes de grave sécheresse, il ne reste parfois que les noix de coco pour boire et s'hydrater. Il y a bien un réservoir d'eau communautaire à côté de l'école primaire, mais l'eau est rationnée. L'eau de bonne qualité est devenue de plus en plus rare au cours de ces dernières décennies. Il y a bien quelques aquifères souterrains, mais cette eau est désormais considérée comme impropre à la consommation, en raison de l'intrusion d'eau salée. »

La sécheresse dans la région du Pacifique occidental s'aggrave généralement pendant les années El Niño, un phénomène à l'origine de tempêtes tropicales plus fréquentes et plus intenses. Le nouveau réservoir d'eau aidera l'île de Fais à faire face au caractère de plus en plus imprévisible des précipitations. Son installation est réalisée dans le cadre du projet RENI (Readiness for El Niño, préparation à El Niño).

NAURU: DE L'EAU OUI, MAIS "PAS DE QUALITÉ"

Ce projet conjoint de l'UE et de la région du Pacifique Nord, financé à hauteur de 4,5 millions d'euros, entend sécuriser l'approvisionnement alimentaire et en eau des communautés vulnérables en prévision des sécheresses.

« Dans les îles éloignées des EFM, la disponibilité des ressources d'eau douce ne peut pratiquement être assurée que lorsque les conditions environnementales sont favorables, » ajoute Christina.

La participation de la communauté est essentielle à la réussite du projet. Une formation a été organisée pour apprendre aux habitants de l'île à entretenir eux-mêmes les réservoirs et les pompes. Un contrat d'entretien a aussi été signé avec eux pour garantir le bon fonctionnement de l'installation sur le long terme.

« La contribution de la communauté à ce projet mérite d'être soulignée, » déclare Raymond Tamow, responsable du projet de l'UE AMCC+ pour l'État de Yap. « Les habitants ont creusé les fondations, les ont remplies de granulats, ont aidé à décharger les réservoirs sur le rivage et ensuite, à les transporter jusque dans les maisons. Ils travaillent en étroite collaboration avec les représentants du gouvernement et, sans eux, le projet n'aurait pas été achevé à temps. »

Andrew Jacobs, qui était à l'époque ambassadeur de l'Union européenne pour le Pacifique, a assisté au débarquement des citernes d'eau de pluie sur l'île de Fais. « Nous étions sur l'île lorsque les réservoirs d'eau sont arrivés, » se souvient-il.

« D'après ce que nous disent les habitants, l'arrivée de ces réservoirs géants va vraiment changer leur vie. L'approvisionnement en eau potable a toujours été un problème majeur ici. Nous avons également installé un puits d'eau potable qui a été mis en service un jour avant qu'un violent cyclone ne frappe l'île. Ce puits a vraiment sauvé les insulaires. »

La participation de la communauté est essentielle à la réussite du projet. Une formation a été organisée pour apprendre aux habitants de l'île à entretenir eux-mêmes les réservoirs et les pompes.

DES PAPILLONS AUX ABEILLES EN TANZANIE

Avant la pandémie de COVID-19 qui a mis les voyages internationaux à l'arrêt, la région de l'est des Monts Usambara, en Tanzanie, étaient une destination très prisée des touristes désireux d'échapper à la chaleur et à l'humidité des côtes. Car contrairement à une grande partie du pays, le climat y est frais et pluvieux pendant une bonne partie de l'année. Pourtant, la région n'est pas épargnée, tout comme les communautés qui y vivent, par le changement climatique.

La déforestation, une pratique essentiellement liée aux besoins de bois de cuisson et de charbon de bois, y est à ce point préoccupante que Conservation International a classé la région parmi les dix points chauds de la biodiversité à protéger en priorité dans le monde.

« Il y a clairement un lien entre la déforestation et le bois-combustible utilisé pour cuisiner. Cela en fait une question de genre puisque ce sont les femmes qui cuisinent et vont chercher du bois de chauffe.
- Jane Wilkinson, conseillère stratégique en atténuation, UE AMCC+

En 2014, dans le cadre de son projet d'écovillages en Tanzanie, l'UE AMCC+ a lancé un programme de 8 millions d'euros – Approches intégrées pour l'adaptation au changement climatique dans la région de l'Usambara oriental – afin d'améliorer et de diversifier les revenus de 2 500 familles dans huit communautés. L'ONG espagnole ONGAWA a été choisie pour mettre en œuvre ce projet, en partenariat avec le conseil de district de Muheza. Un projet dont l'objectif – remarquable – était de donner aux femmes les moyens de décider elles-mêmes des dépenses à faire grâce à la mise en place d'associations villageoises d'épargne et de crédit.

« Avant le projet, les femmes ne voyaient pas l'intérêt de participer aux activités de développement durable, » explique Halima Sheshe Idd, cheffe du village de Mgambo. « Elles ont à présent trouvé la motivation nécessaire et elles y participent, sur un pied d'égalité avec les hommes. Au sein de notre association d'épargne et de crédit, les décisions sont prises collectivement, par les hommes et les femmes. Lorsqu'une femme obtient un prêt, elle décide seule de l'usage qu'elle en fera et aucun homme n'influence sa décision. J'ai moi-même reçu un prêt avec lequel j'ai choisi de développer ma petite exploitation. J'ai maintenant des clous de girofle, de la cannelle, du poivre noir et des bananes. J'ai planté tout cela de manière professionnelle, grâce à la formation reçue dans le cadre du projet. »

D'autres villageoises se sont reconverties dans l'élevage de papillons, qu'elles vendent à des attractions touristiques aux États-Unis et en Europe. Elles contribuent ainsi aussi au rétablissement des espèces indigènes. Certaines travaillent désormais comme guides touristiques dans la réserve naturelle de la forêt d'Amani, toute proche. « J'avais une boutique de vêtements mais grâce aux revenus de mon activité de guide, j'ai pu investir dans une entreprise et améliorer ainsi mes revenus, » explique Amina Juma Omary. « J'ai pris toute seule la décision d'investir ainsi ces rentrées supplémentaires. J'en ai parlé ensuite à mon mari et il m'a approuvée ! »

La Tanzanie est le pays d'Afrique subsaharienne qui compte le plus de femmes actives dans le secteur de l'agriculture - 81 % des femmes travaillent dans l'agriculture, contre une moyenne de 55 % dans les autres pays de cette région. Elles sont donc particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. Heureusement, on a pu constater à de nombreuses reprises que lorsqu'elles ont de réelles possibilités d'accéder au financement et à la formation, elles se révèlent être des cheffes d'entreprise fort avisées.

Anna Sabini, qui élève du bétail à Mgambo, déclare que l'accès au microcrédit par le biais de l'association villageoise d'épargne et de crédit a changé sa vie. « J'ai obtenu un prêt pour acheter des chèvres, souscrire une assurance maladie et envoyer mes enfants à l'école. J'ai aussi réussi à inciter d'autres femmes à rejoindre l'association. Nous n'étions qu'un petit nombre au départ mais leur enthousiasme face aux avantages a été contagieux. »

DES AGRICULTRICES RETOURNENT SUR LES BANCS DE L'ECOLE EN OUGANDA

« Beaucoup considèrent les agriculteurs comme des 'ratés' » se désole Mercy Ssekide. « Ils pensent que ce sont des personnes incultes qui ne savent rien faire d'autre. Pourtant l'agriculture est une activité professionnelle à part entière, qui permet de subvenir aux besoins de votre ménage et d'éduquer vos enfants. »
Mercy, agricultrice et entrepreneuse du district de Mubende, en Ouganda, est l'une de ces femmes, toujours plus nombreuses dans le monde, qui changent l'agriculture et améliorent ainsi leur résilience face aux pires impacts du changement climatique. Mais au prix d'une lutte ardue. Selon Fairtrade International, les femmes produisent environ 60 à 80 % de la nourriture dans le monde. Dans les pays en développement, elles représentent environ la moitié de la main-d'œuvre agricole. Pourtant, elles ne sont souvent pas propriétaires des terres qu'elles cultivent et ne perçoivent qu'une toute petite partie des revenus qu'elles génèrent.

Depuis son lancement, l'UE AMCC+ finance dans le monde entier des programmes visant à aider les agricultrices à devenir des actrices clés de la lutte contre le changement climatique au sein de leur communauté. Mercy Ssekide compte parmi les milliers de bénéficiaires de ces initiatives. Elle a suivi une formation dans une école pratique d'agriculture financée par l'UE et gérée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Grâce à ce programme de 11 millions d'euros, plus de 300 écoles pratiques d'agriculture – désignées parfois sous le nom d'« écoles sans mur » – ont formé plus de 4 000 agriculteurs dans le « corridor du bétail », au centre de l'Ouganda. Cette zone s'étend approximativement du sud-ouest au nord-est du pays. Ce corridor est particulièrement exposé à l'impact du changement climatique : les inondations y sont fréquentes, les sécheresses prolongées et les précipitations imprévisibles.
« De nombreux agriculteurs ne retirent pas beaucoup d'avantages de leur activité, car ils ne se considèrent pas comme des entrepreneurs. C'est pourtant une activité et un métier passionnants, » poursuit Mercy, agricultrice mais aussi éleveuse de porcs prospère. « Au début, je louais mes terres, mais aujourd'hui j'en suis propriétaire. Qui suis-je, simple agricultrice, pour posséder mes propres terres et avoir un titre de propriété ? » dit-elle en riant.

Mercy a même réussi à convaincre son mari de suivre lui aussi une formation dans l'école pratique d'agriculture. « Pendant la formation, j'ai pris conscience que nous devions travailler ensemble. Il vous faut un partenaire pour réussir dans ce genre d'entreprise ». Aujourd'hui, Mercy et son mari ont des comptes bancaires séparés. « Quand ma femme reçoit de l'argent, elle le met sur son propre compte bancaire, et je fais de même, sur mon compte », explique-t-il. » « Nous avons deux enfants à l'université, et nous contribuons chacun pour moitié aux frais de scolarité ».

« Pour bâtir un monde durable, inclusif et égalitaire, il faut garantir l'accès de tous à une éducation de qualité » - Jutta Urpilainen, commissaire européenne en charge des partenariats internationaux

« L'éducation peut nous aider à faire face à certains défis actuels et futurs et à construire le monde que nous voulons. Voyez comment l'éducation a le pouvoir de changer nos comportements face aux défis environnementaux ou du changement climatique… J'ai la conviction que l'éducation et l'autonomisation des femmes et des filles sont la condition préalable à la création de sociétés réellement inclusives. »

Outre la mise en place des écoles pratiques d'agriculture, des agriculteurs ougandais ont aussi reçu de nouveaux réservoirs à eau pour le bétail, des plantations bioénergétiques pour augmenter la production d'énergie durable, des fourneaux améliorés économes en énergie et des unités d'irrigation à petite échelle. Les femmes sont également encouragées à renforcer leur résilience en diversifiant leurs cultures. Betty Ndugga est entrepreneuse. Elle cultive des plants de café qu'elle vend ensuite à d'autres femmes pour qu'elles puissent elles-aussi créer leurs propres exploitations de café. À la mort de son mari, elle est retournée dans son village du district de Luwero et a rejoint une école pratique d'agriculture où elle a appris à cultiver du café.

« Après avoir appris à cultiver des plants de café et j'ai fait de ma pépinière une entreprise commerciale. Je voulais pouvoir m'occuper de ma famille, car je suis veuve. »
- Betty Ndugga

SOUDAN : SE BATTRE POUR LE FUTUR

Inspirée par Greta Thunberg et le mouvement « Fridays for Future », une nouvelle génération de femmes montre la voie à suivre dans le monde face au changement climatique. Lassées de l'inertie politique à l'échelon international, des jeunes femmes, comme Vanessa Nakate et Hilda Nakabuye en Ouganda et Chheang Yengsreylen au Cambodge prennent les choses en main.

« À Khartoum, nous avons connu des conditions climatiques extrêmes, » explique Lina Adil. Étudiante soudanaise, elle est l'une des organisatrices du Climathon financé par l'UE en 2018 et 2019. Elle est aussi responsable du programme d'action climatique chez Impact Hub Khartoum.

« En été, les températures atteignent des niveaux record ; cette chaleur accablante perturbe notre vie quotidienne, notre travail et nos activités. Il est impossible d'étudier dans de telles conditions. Et en 2020, pendant la saison des pluies, le Nil a inondé les rues de la ville, un phénomène qui ne s'était pas produit depuis 1986. Ici au Soudan, nos infrastructures ne tiennent pas le coup face à des événements météorologiques extrêmes. Les transports sont à l'arrêt : impossible d'aller au travail ou à l'université. L'eau stagne dans les rues. »

« J'ai eu le privilège de recevoir une éducation, ce qui m'a aidée à comprendre que le changement climatique est déjà une réalité et que les populations du Soudan et de l'Afrique de l'Est sont davantage touchées par l'impact de ce phénomène, » explique Lina.

« Alors que nous ne sommes pas à l'origine de tels dégâts – la responsabilité est ailleurs –, nous en faisons les frais et nous allons devoir nous adapter d'une façon ou d'une autre à l'impact du changement climatique. Il est urgent que nous réfléchissions tous ensemble à des pistes pour l'adaptation. »

Le Climathon de Khartoum, une initiative soutenue par l'UE AMCC+ en collaboration avec le Conseil national soudanais pour l'environnement et ONU Environnement, avait pour objectif de réunir différents acteurs pour leur permettre d'élaborer ensemble des solutions concrètes pour faire face à la crise climatique qui affecte leur pays. Des jeunes entrepreneurs ont été invités à présenter leurs idées et à développer des pistes concrètes d'action climatique au Soudan.

Cette initiative a été à l'origine de plusieurs success stories, notamment la création d'Artik Energy, un projet né d'un atelier de brainstorming organisé lors du Climathon 2018. Artik Energy a installé des pompes à eau solaires dans des exploitations agricoles et des unités domestiques de production d'énergie dans des villages qui n'avaient pas encore accès à l'électricité.

« Nous essayons de tirer parti de l'esprit d'entreprise afin de créer des solutions pour faire face à trois grands défis : la désertification et la sécheresse ; les fortes précipitations et les inondations ; et les tempêtes de sable et les vagues de chaleur,» explique Lina.

« Nous sommes ainsi partis à la recherche de jeunes susceptibles de lancer des petites entreprises capables de relever ces défis. Mais le changement climatique n'est pas un sujet de conversation qui passionne vraiment la plupart des Soudanais. C'est plutôt considéré comme une question élitiste.

« Nous avons donc commencé par organiser des symposiums publics sur des thèmes auxquels les gens pouvaient s'identifier, par exemple le changement climatique et la paix, ou le changement climatique et l'économie. Nous avons vraiment découpé le thème en autant de petits sous-thèmes pour faciliter la compréhension du plus grand nombre, quels que soient les origines, l'âge ou le niveau d'instruction. La transmission des connaissances est essentielle. C'est sur cette base que les gens peuvent décider d'agir ou non. »

LE DOUX PARFUM DE LA RÉUSSITE D'UNE FEMME AU GUYANA

©Unknown

Carlotta De Jesus n'hésite pas à prodiguer des conseils – « Je dis à mes filles de veiller à s'équiper de tout ce dont elles ont besoin dans la vie, et de ne pas laisser les hommes croire qu'elles ne peuvent pas se débrouiller sans eux. De ne jamais oublier de prendre soin d'elles-mêmes. Que quel que soit leur métier, elles doivent conserver une haute estime d'elles-mêmes. C'est en faisant le bien qu'on reste belle ! »

Carlotta a suivi ce mantra pendant toute sa vie. Après avoir été agricultrice, elle a monté une entreprise florissante de confection et de vente de vêtements. Mais dans sa ville natale de Victoria, dans la région de Demerara, au Guyana, on la connaît surtout comme apicultrice, productrice de miel et militante écologiste. Avec son mari Colin, elle gère Victoria Honey House, qui produit et vend du miel de haute qualité aux habitants et aux touristes, et l'exporte dans le monde entier.

« J'explique aux gens, et surtout aux filles, qu'on peut faire ce qu'on veut et être le meilleur, à condition d'y mettre tout son cœur et toute son intelligence. » - Carlotta De Jesus

Pour Carlotta, cette agréable success story a vraiment commencé il y a dix ans, avec le lancement du projet de restauration de mangroves financé par l'UE au Guyana. L'objectif était de protéger ce pays caribéen de faible altitude, situé le long de la côte Atlantique, en rétablissant les forêts de mangrove côtières. Voyant là une chance de développer son activité tout en contribuant à la restauration des mangroves, Carlotta, qui était déjà à l'époque une apicultrice prospère, a déménagé une partie de ses ruches dans les forêts de mangroves. Là-bas, les abeilles contribuent à la pollinisation des arbres et produisent un miel au goût unique.

« Mes ruches étaient installées le long de la route mais j'avais entendu dire que les mangroves donnaient un miel délicieux, » explique-t-elle. « Nous avons donc installé une partie des ruches dans les mangroves. Le miel de mangrove est moins sucré et la présence de sel lui confère des qualités uniques. Sa couleur est claire et dorée et son goût tout à fait différent. Les gens en raffolent. »

En plus de la réintroduction d'abeilles dans les mangroves, Carlotta s'est également impliquée dans la restauration des forêts de mangroves. Elle a elle-même planté environ 6 000 jeunes arbres et participé à la gestion de programmes communautaires de reboisement. Membre active de la Victoria Mangrove Reserve, elle organise aussi pour les touristes des visites en charrette tirée par des chevaux.

Après trois ans, une fois le projet de restauration des mangroves (d'un montant de 4,14 millions d'euros) terminé, sa gestion a été confiée à la communauté locale. En trois ans, pas moins de 420 000 plants de palétuviers noirs ont été cultivés et plantés, et cinq kilomètres de forêt de mangroves ont été restaurés le long de la côte est de Demerara, de la côte ouest de Berbice et de la côte de Corentyne. Un centre des visiteurs de la mangrove a aussi été créé. Avant la pandémie de COVID-19, il accueillait 3 000 étudiants par an et environ 200 touristes par mois.

Mais le projet a aussi dû faire face à de terribles défis, notamment des phénomènes météorologiques extrêmes qui ont un impact négatif sur la production de miel. « Quand le soleil tape trop fort, la floraison en pâtit et les abeilles ne trouvent donc pas de nourriture, » explique Carlotta. « Et en cas de fortes précipitations, les fleurs ne résistent pas et c'est alors la pollinisation qui pose problème. Les aléas font tomber la fleur et les abeilles ont alors du mal à polliniser. Un temps imprévisible, c'est pas bon pour les affaires".

La restauration des mangroves n'a pas non plus été sans mal. Tout le monde ne comprenait pas pourquoi il était important de les protéger. « Les habitants avaient l'habitude de couper et de brûler des arbres, ou de les utiliser pour la construction, » explique-t-elle. « Mais ils ont fini par comprendre que les mangroves nous protègent en cas de forte montée des eaux. » Il y a eu quelques échecs au début. « La première fois que nous avons essayé de planter de nouveaux palétuviers, les jeunes plants sont morts, victimes de l'érosion des sols en bord de mer. Cet échec nous a aidés à comprendre à quel point il est important de bien préparer le terrain et de mettre en place des dispositifs de protection contre les vagues. »

Malgré ces revers, Carlotta n'a jamais remis en doute sa décision. Elle préside maintenant la coopérative des producteurs de la mangrove. Et elle est convaincue de la nécessité d'impliquer les jeunes. « L'éducation est la clé de toute chose. Cela vous permet d'entreprendre ce qui vous plaît, de faire des choix et de dire non. J'apprends moi-même chaque jour de nouvelles choses. J'explique aux gens, et surtout aux filles, qu'on peut faire ce qu'on veut et être le meilleur, à condition d'y mettre tout son cœur et toute son intelligence. »

L'IMPACT DU CORONAVIRUS SUR LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

A l'heure où il est plus urgent que jamais d'augmenter le financement de l'action climatique, il peut sembler catastrophique que les sources de financement public de la lutte contre le changement climatique se tarissent. Dans cette édition, nous passerons en revue les nombreuses raisons de considérer avec optimisme l'avenir du financement de l'action climatique, en particulier à l'ère post-COVID-19.

La capacité des gouvernements à réunir des montants colossaux pour l'aide d'urgence prouve qu'avec la volonté nécessaire, il est toujours possible de lever des fonds. La probabilité scientifique d'une grave pandémie de grippe est connue depuis des dizaines d'années. En 2015, une commission créée par la National Academy of Medicine américaine après l'épidémie d'Ebola a estimé qu'un investissement mondial de 4,5 milliards de dollars permettrait de minimiser les risques de future pandémie. Mobilisés en partie seulement et trop tardivement, ces fonds paraissent bien insignifiants face au coût total de la réponse à la COVID. En juin 2020, les plans de relance face à la COVID-19 avaient à eux seuls dépassé les 15 000 milliards de dollars.

Depuis 2016, l'Agence internationale de l'énergie plaide pour des investissements annuels à hauteur de 1 500 milliards d'ici 2030 rien que dans le secteur de l'énergie pour répondre aux objectifs de l'accord de Paris. En 2018, cependant, les flux totaux de financement de l'action climatique ont atteint 579 milliards de dollars, dépassant ainsi pour la première fois la barre des 500 milliards – un chiffre qui reste bien en-deçà des niveaux requis.

Si la COVID-19 a bien prouvé une chose, c'est que le coût de l'inaction dépasse largement celui de l'action.

L'ampleur des financements disponibles offre l'opportunité de rendre irréversible la transition écologique, un objectif que le plan de relance Next Generation EU, à hauteur de 1 800 milliards d'euros, entend bien atteindre. Ce train de mesures est axé en priorité sur la neutralité climatique et la numérisation, conformément à la voie déjà tracée dans le pacte vert pour l'Europe, et définit un point de départ à suivre.

La COVID-19 n'a pas affecté tous les pays et toutes les communautés de manière égale. En effet, les chocs externes, comme le changement climatique et le coronavirus, touchent plus durement les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables et exacerbent les inégalités préexistantes. Dans un monde déjà frappé par les impacts irréversibles du changement climatique, les perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement mondiales causées par la pandémie ont entraîné la perte d'environ 495 millions d'équivalents temps plein, le plus souvent des emplois mal rémunérés. En 2020, la Banque mondiale estime que bon nombre des acquis en matière de développement engrangés depuis 1990 seront anéantis, tandis qu'environ 150 millions de personnes replongeront dans l'extrême pauvreté.

Avant la COVID-19, de nombreux pays à faible revenu étaient déjà extrêmement endettés et pouvaient difficilement soutenir les ménages et secteurs vulnérables, sans parler de contribuer aux investissements en faveur du climat. Les 1 000 milliards de dollars dégagés par la communauté internationale pour soutenir la relance post-COVID dans les pays à faible revenu seront accordés en priorité à bon nombre de pays qui sont aussi les plus vulnérables face au changement climatique. Avec les pays les moins développés et de nombreux petits États insulaires en développement, les partenaires du développement devraient insister pour que cette relance réponde aux objectifs de résilience et de croissance durable et soutenue.

Dans une perspective d'avenir, les fonds de relance investis dans des objectifs de réduction des émissions de carbone et de résilience climatique partout dans le monde devraient être comptabilisés comme des financements de l'action climatique. Après la crise financière et économique de 2008–2009, la Chine et les États-Unis ont investi massivement dans l'énergie éolienne et solaire dans le cadre de leurs plans de relance, réduisant ainsi sensiblement le coût de ces technologies. Durant plusieurs années, des flux de financement de l'action climatique plus élevés que la moyenne ont été enregistrés. Et, aujourd'hui, le résultat est que les énergies éolienne et solaire sont au même prix que l'électricité conventionnelle.

Les États devraient anticiper la croissance des niveaux de financement de l'action climatique. Pour ce faire, les gouvernements peuvent déployer des politiques robustes et des instruments de gestion des finances publiques : investissements directs, financements mixtes, partenariats public-privé, taxonomies, tarification du carbone.

Lien vers l'article

#GCCAPlus

L'IMPACT DU CORONAVIRUS SUR LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

Au titre de la coopération internationale, les partenaires du développement se doivent d'atteindre l'objectif de financement de l'action climatique à l'horizon 2020, en toute transparence et dans les délais.

Enfin, les flux internationaux de financement de l'action climatique doivent continuer à augmenter, même si les budgets d'aide publique au développement (APD) sont convoités par des ministères et agences nationaux obligés de se serrer la ceinture. Les objectifs d'APD sont liés aux objectifs de revenu national brut (RNB) et, compte tenu de l'effondrement de ce dernier en 2020, de nombreux pays en développement peuvent s'inquiéter de voir fondre le financement de l'action climatique. Une telle baisse est impensable, car le fragile système climatique dont nous dépendons tous repose sur le déploiement du développement durable partout dans le monde.

Il ne fait aucun doute que la relance offre l'opportunité d'augmenter les financements en faveur du climat et de renforcer l'action climatique. Il revient aux gouvernements de la saisir.

Lien vers l'article

#GCCAPlus

CULTIVER DES OIGNONS DANS LE SABLE À MAURICE

Belle Mare est un petit village situé sur la côte est de l'île Maurice. Ses habitants sont en majorité des petits agriculteurs, très vulnérables aux nuisibles et aux maladies, fréquents dans la région en raison de conditions climatiques propices (températures élevées et humidité). Mais ils sont aussi confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des sécheresses et des précipitations très intenses.

C'est justement dans cette région qu'un projet financé par l'UE combine des connaissances scientifiques provenant de l'Université de Maurice avec des solutions naturelles. Les agriculteurs côtiers ont l'habitude d'utiliser de grandes quantités de substances agrochimiques, d'engrais et de pesticides dans leurs cultures. Mais ces produits chimiques s'infiltrent à travers le sol et le sable, entraînant des problèmes majeurs, y compris pour l'industrie touristique.

« Dans le monde d'aujourd'hui, nous avons besoin d'associer solutions technologiques et naturelles. Je pense qu'il s'agit là d'une approche essentielle pour la survie de la planète et le développement de communautés prospères », explique Sunita Facknath, professeure d'agriculture durable, à la tête du projet visant à transformer Bella Mare en village intelligent face au climat, avec le soutien de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), financée par l'UE.

C'est ainsi qu'il est désormais possible de cultiver des oignons dans le sable dans les régions côtières de Maurice. Parmi les techniques d'agriculture intelligente face au climat enseignées par le personnel de l'Université de Maurice dans le cadre des formations et du mentorat, on trouve notamment : l'installation d'une couche épaisse de tiges de canne à sucre sur le sol avant l'ensemencement (paillage) ; la plantation de plantes mellifères telles que des soucis, des pétunias ou d'autres plantes qui attirent les abeilles et autres pollinisateurs ; l'utilisation de compost à la place d'engrais et de pesticides naturels (« biopesticides ») à la place des pesticides toxiques habituels. L'utilisation de systèmes simples d'irrigation goutte à goutte, basés sur la gravité, à la place d'asperseurs électriques, permet de réduire les pertes d'eau dans cette région aride souffrant d'un approvisionnement en eau irrégulier. Des réservoirs d'une capacité de 9 000 litres assurent un apport en eau correct sur base journalière.

« Lorsqu'on ajoute une couche de paillis organique ou même de la paille provenant de débris de la saison précédente, les nutriments ne s'infiltrent pas à travers le sable. Grâce à des techniques comme le paillage et le compostage, le sol peut retenir davantage d'eau », affirme le Dr Facknath.

Quinze petits agriculteurs ont été sélectionnés pour participer au programme. Ils ont tous reçu des réservoirs à eau, des pulvérisateurs à biopesticides et des motoculteurs. L'objectif final est de transformer Belle Mare en un village intelligent face au climat, ce qui pourrait contribuer à promouvoir les moyens de subsistance durables, améliorant ainsi la sécurité alimentaire nationale de manière productive, résiliente au changement climatique et respectueuse du climat (réduction des émissions de gaz à effet de serre).

Lien vers l'article

#GCCAPlus

L'UE AMCC+ 2021 REPORTAGES

À PROPOS DE L'UE AMCC+

L'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+) est une initiative phare de l'Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables à faire face au changement climatique. Elle a débuté en 2007 et est devenue une initiative majeure pour les clients, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans la région du Pacifique.

REJOIGNEZ NOTRE COMMUNAUTÉ

> https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community

LIRE & PARTAGER

www.gcca.eu/fr/stories

Si des omissions involontaires ou l'impossibilité de retrouver les titulaires de droits d'auteur se sont produites, nous nous en excusons et nous nous efforcerons, si nous en sommes informés, d'apporter les corrections nécessaires.

AMCC+
ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Financé par l'Union européenne